



# ARSENAL de TOULON

## Et de ses ANTENNES

Toulon, le 22 septembre 2020

### Compte rendu du rdv dialogue social ESID Tln du mardi 22 septembre

- **Télétravail** : certains agents font une demande de télétravail, ou de travail à domicile, ils voient leur requête bloquée au premier échelon hiérarchique, voire au deuxième, pour des raisons diverses (nous en ferons part en séance).

Quelles sont les priorités, préconisées par notre direction, pour accéder à ce type de travail et quelles sont les raisons exclusives pour ce type de fonctionnement?

Fonctionnement fortement souhaité et demandé par notre ministère ainsi que notre Premier Ministre.

**Toute demande, effectuée par un agent, doit suivre son parcours jusqu'au directeur, avec les appréciations détaillées de chaque intervenant du N+1 jusqu'au bout de la chaîne.**

**L'agent demandeur doit être le plus explicite possible sur la ou les missions remplies en télétravail. La décision finale reste à la main du Directeur pour accord ou non.**

- **Embauches** : quelles perspectives en vue pour les 3 personnes sur liste d'attente OE (fin de validité du concours pour juin 2021) et quel plan d'embauche pour éviter la perte de postes à l'ESID comme dans nos USID au niveau fonctionnaires ?

**Le plan de recrutement est actuellement en cours de validation en DCSID. Les axes sont fixés par des lignes directrices qui émanent de décisions gouvernementales et ministérielles. Notre direction est tenue de s'y coller.**

- **Dossiers amiante** : un point est demandé sur le traitement des dossiers par BAA pour la reconnaissance au décret amiante.

**Coté BAA les dossiers sont transmis au CMG, ce dernier accuse un retard dans leur traitement suite à un contrôle plus précis avant validation finale (consigne DRH-MD).**

Pour la CGT, ce dialogue social a démontré l'absolue nécessité de combattre la politique actuelle menée pour affaiblir la Fonction Publique et nos Etablissements.

Une LPM 2025 qui, malgré une augmentation du budget, n'alloue rien pour le coté RH.

Ce qui a pour effet d'avoir un niveau d'embauches à minima (fonctionnaires et OE).

Une réforme statutaire de la Fonction Publique qui facilite, voire encourage, l'usage de contractuels au profit des agents sous statuts.

Ces 2 politiques misent en avant, il est très compliqué à nos Directions d'aller à l'encontre.

Tout ce que nous revendiquons en terme d'embauches et de salaires restent donc, plus que jamais, suspendu à des décisions politiques.

Bonne réception

La CGT

**Vos représentants CGT** : M Lauze Benoit et M Quattropani Didier